

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex
<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/> • cgt.drrip31@dgfip.finances.gouv.fr

Toulouse, le 30 mars 2016

SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ La Direction Régionale des Finances Publiques s'acharne sur le Comminges !

Au titre des restructurations pour l'année 2017, la Direction Régionale des Finances Publiques 31 (DRFiP 31) vient d'annoncer aux organisations syndicales **la fermeture des trésoreries d'Aspet, Aurignac et l'Isle-en-Dodon.**

C'est un véritable acharnement que subit le Comminges !

Déjà en 2008, la direction voulait fermer ces trois mêmes trésoreries. Après une lutte exemplaire des élus, de la population et de la CGT Finances Publiques, le projet avait été abandonné.

En 2015, la direction avait changé son fusil d'épaule en voulant rayer de la carte la seule trésorerie de l'Isle-en-Dodon.

La CGT Finances Publiques 31, avec l'Union Locale CGT Comminges, avait, à nouveau, mené la lutte avec les élus et la population. Elle a interpellé Mme Delga, candidate aux élections régionales lors d'une réunion publique à Montréjeau. Quelques jours plus tard, le ministre des Finances revenait sur sa position : **l'Isle-en-Dodon ne fermera pas !**

La direction locale, revancharde, joue la carte du pourrissement en n'affectant plus aucun collègue au 1^{er} janvier 2016 à l'Isle-en-Dodon.

Après avoir pris le temps de rencontrer Mme Delga, le nouveau directeur régional des Finances Publiques annonce la fermeture de l'Isle-en-Dodon au 1^{er} janvier 2017 et le report des fermetures d'Aspet et Aurignac au 1^{er} janvier 2018.

Ceci n'est pas pour laisser le temps de la concertation mais bien pour éviter un front commun de résistance comme en 2008. Après le passage en force du Préfet sur la nouvelle carte intercommunale, la DRFiP 31 espère que cette fois-ci les élus jeteront l'éponge. Elle laisse même entendre avoir obtenu leur accord, jusqu'au plus haut niveau, sur ce nouveau recul du service public.

La CGT Finances Publiques 31 dénonce cette pseudo concertation menée « au grand galop » pour aboutir à une décision institutionnelle le 22 avril.

Nous demandons un moratoire sur les fermetures des services publics.

Nous appelons les élus, la population à se rassembler et mener la lutte pour un service public de proximité et de pleine compétence.